

# JOURNAL DE ROUBAIX

## QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nam, 1; A TOURNAI, chez M. Vanoverbeke, imprimeur-éditeur, Grande-Place; à BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine; A PARIS, chez MM. Ravas, Laflotte-Battier, et Cie, place de la Bourse, 8; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

**BUREAUX** Rue Nam, 1.  
RUBRIQUE: 10 f.  
Abonnement annuel: 10 f.  
L'abonnement continue, sauf avis contraire.  
On s'abonne et se reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nam, 1; A TOURNAI, chez M. Vanoverbeke, imprimeur-éditeur, Grande-Place; à BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine; A PARIS, chez MM. Ravas, Laflotte-Battier, et Cie, place de la Bourse, 8; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

**ROUBAIX. 10 MAI 1871**

### Épître officielle

**Le chef du Pouvoir exécutif aux préfets, sous-préfets, généraux, commandants des divisions militaires, procureurs généraux, procureurs de la République.**

L'habile directeur de notre armée, secondé par la bravoure de nos troupes, a aujourd'hui obtenu un résultat éclatant. Le fort d'Issy, après huit jours d'attaque, a été occupé ce matin par le 38<sup>e</sup> de ligne. On y a trouvé beaucoup de munitions et d'artillerie.

Nous donnerons demain les détails, mais nous pouvons, dès aujourd'hui, louer l'heureuse audace avec laquelle nos généraux ont conduit les approches sous les yeux armés du fort de Vanves, de l'enceinte et du fort d'Issy lui-même.

Le fort de Vanves est dans un état qui ne lui permettra guère de prolonger sa résistance.

Le fort de Vanves est dans un état qui ne lui permettra guère de prolonger sa résistance.

Le fort de Vanves est dans un état qui ne lui permettra guère de prolonger sa résistance.

Le fort de Vanves est dans un état qui ne lui permettra guère de prolonger sa résistance.

Le fort de Vanves est dans un état qui ne lui permettra guère de prolonger sa résistance.

Le fort de Vanves est dans un état qui ne lui permettra guère de prolonger sa résistance.

Le fort de Vanves est dans un état qui ne lui permettra guère de prolonger sa résistance.

Le fort de Vanves est dans un état qui ne lui permettra guère de prolonger sa résistance.

Le fort de Vanves est dans un état qui ne lui permettra guère de prolonger sa résistance.

Le fort de Vanves est dans un état qui ne lui permettra guère de prolonger sa résistance.

Le fort de Vanves est dans un état qui ne lui permettra guère de prolonger sa résistance.

Le fort de Vanves est dans un état qui ne lui permettra guère de prolonger sa résistance.

Le fort de Vanves est dans un état qui ne lui permettra guère de prolonger sa résistance.

Le fort de Vanves est dans un état qui ne lui permettra guère de prolonger sa résistance.

Le fort de Vanves est dans un état qui ne lui permettra guère de prolonger sa résistance.

elle s'était tenue jusqu'alors avec une maladresse peut-être calculée, et elle entre résolument dans la voie révolutionnaire. Elle n'avait pu constituer à Paris ce troisième parti, qui prétendait sauver la République menacée par les excès de la Commune et le caractère réactionnaire du Gouvernement et de l'Assemblée de Versailles; elle convoqua des députés, sorte de représentation à deux degrés du suffrage universel. Mais elle choisit un lieu assez éloigné des belligérants pour éviter de se trouver broyée dans leur choc. Bordeaux fut désigné; on aurait préféré Toulouse, mais M. de Kératry est un préfet à poigne; ou Lyon, mais l'émeute vient d'y être écrasée.

L'idée semble donc se dégager assez nettement: les chefs de la Ligue veulent créer une représentation des villes en opposition avec la représentation des campagnes; ils visent à placer le gouvernement dans la minorité, prétendant remplacer la quantité par la qualité. Au 4 septembre, une infime minorité s'empara du pouvoir; les chefs de la Ligue veulent donner un semblant de légalité à leur usurpation, et c'est avec l'aide du suffrage universel qu'ils veulent détruire le suffrage universel. La révolution communale de Paris, les émeutes qui ont éclaté dans quelques villes sont donc la manifestation active de ce parti, qui, sans souci des droits et de la volonté du plus grand nombre, veut imposer à la France le gouvernement d'une minorité, la minorité des villes contre la majorité des campagnes.

Il y aurait un point à éclaircir: ce serait de savoir quels sont les vrais chefs de ce mouvement. Nous avouons n'avoir pas entre les mains les documents nécessaires pour citer des noms. Evidemment, ceux qui se disent les chefs de la Ligue et signent comme tels, ne sont que des instruments; qui se cache derrière eux? Est-ce Blanqui; est-ce l'Internationale; est-ce Gambetta? Blanqui est arrêté; des hommes importants de l'Internationale, ont désavoué la guerre civile; des mandats d'arrêt ont été lancés contre Gambetta. Nous ne savons d'où vient la direction; et nous ne voudrions pas nous prononcer sans preuve. Nous constatons le mouvement; les chefs seront connus plus tard.

Le gouvernement de Versailles, en cette circonstance, n'a pas hésité un instant. Il a résolu d'empêcher, même par la force, la réunion de Bordeaux, quoiqu'elle dût conserver le caractère d'une réunion privée.

Nous verrons ce qui sortira de là.

A monsieur Charles Garnier, directeur de la DÉCENTRALISATION  
Les Angles, ter mai 1871.

(Suite. — Voir le journal de Roubaix d'hier)

En quoi, d'ailleurs, la République ou la politique de ces messieurs ou de ces citoyens diffère-t-elle sensiblement de celle de M. Jules Ferry, qui n'est suspect, de M. Pellétan, qui a donné à Mégy la clé des champs et des barricades, de M. Gambetta dont la dictature insensée a coûté plus cher à la France que toutes les fautes et toutes les folies de l'Empire? Etes-vous bien certain que M. Gambetta soit absolument étranger ou franchement hostile au mouvement communiste, qui, depuis sept semaines, opprime, ensanguine, pille et déshonore Paris? Si ce n'est lui, c'est donc ses frères! S'il est séparé des meneurs de cette tragédie-médie infernale, que d'intermédiaires pour rapprocher les distances et supprimer de nouveau les Pyrénées! Que d'anneaux pour relier entre elles les diverses parties de la chaîne!

Si vous placez, par exemple, entre Gambetta et Descluzes, des hommes tels que Louis Blanc, Victor Hugo, Edmond Adam, Lockroy, Tirard, je vous défie d'apercevoir un vide, une solution de continuité dans ces variétés ou ces gradations de l'écarlate; nous arriverions ainsi de Jules Favre à Rochefort, de Rochefort à Jourde, de Jourde aux échappés de Mazas et de la Roquette, par des progressions tellement imperceptibles, par des transitions si bien ménagées, que, si les derniers décrets de la Commune nous semblaient sortir du lacrymatoire de notre éloquent ministre des affaires étrangères, l'illusion serait pardonnaïble.

Au surplus, pourquoi discuter ce qui saute aux yeux? N'ont-ils pas tous couru à la même œuvre, et cette œuvre de ruine et de mort peut-elle tout-à-coup s'effacer, parce que la République vertueuse et inconsciente chevotte de sa voix cassée: *Halte! halte!* pendant que la République logique et scélérate crie de ses roustes poumons: *Marche!*

**Marche!** Ne portent-ils pas tous le masque, l'estampille, la tache du 4 septembre, date fatale qui pouvait tout sauver et qui acheva le tout perdre, moment décisif où la vanité et l'égoïsme d'une poignée d'ambitieux affectèrent de ne pas comprendre tout ce qu'il y avait de monstrueux à greffer une révolution sur une défaite, un malheur sur un désastre, un accès de lièvre chaude sur une blessure saignante, à désorganiser la France à l'instant même où le peu qui lui restait d'ordre, de force, de hiérarchie, d'autorité, de discipline, suffisait à peine à conjurer ses périls.

Sommes-nous obligés, nous, les victimes de cette folie, les dupes de cet escamotage, les patients de ce long supplice, de nous fatiguer les yeux pour distinguer ce qui se perd déjà et se confond, au bout d'une saison, dans les ombres d'une même origine; de séparer dans nos sympathies ou nos raucées des hommes partis du même point, arrivés au même but, anis dans un même faisceau pour se partager les dépouilles impériales, également responsables du mal et du pire, du mal qu'ils ont fait et du pire qu'ils ont laissé faire?

Serons-nous plus avancés, plus sûrs de notre salut, quand nous aurons cherché, au milieu d'un amas de débris, à travers une forêt de croix de bois noir, la part qui revient à la délégation de Tours et au Gouvernement de Paris, aux jeunes et aux vieux, aux outranciers et aux sages; quand nous aurons calculé la somme d'extravagances, de jactances, de déceptions et de contumaces que le ballon de Gambetta apportait à la province abusée ou laissait à la capitale investie?

Qu'on nous montre, dans l'immense et lourd dossier qui fatigue les fortes mains de l'histoire, que seule pièce qui divise les hommes du 4 septembre en deux catégories bien distinctes, dont l'une ait formellement renié l'autre: l'une conservatrice, l'autre destructrice; l'une bienfaisante, l'autre meurtrière; l'une décidée à se sacrifier pour nous sauver, l'autre acharnée à tout envahir pour nous perdre; l'une ayant pris pour devise: « Périssent la République plutôt que la France! » l'autre s'obstinant à répéter: « Périssent le monde plutôt que notre République! »

Dé-sormais, à la suite de trois expériences d'autant plus significatives qu'elles ont eu lieu dans des circonstances plus différentes, il est prouvé que la République, en France, est soumise à des conditions particulières. Elle n'est pas un gouvernement sui generis, une forme d'organisation politique et sociale, mais un moyen d'arriver à quelque chose qui l'exagère, qui la défigure, qui l'enflamme, qui la souille de sang et de boue, et qu'il lui est interdit de combattre, une sorte de cadre élastique où quelques bavards mettent leurs sottises, quelques rêveurs leurs utopies, quelques vaniteux leurs ambitions, quelques belles âmes leur idéal, et où l'ignorance, le vice, la crédulité, la convoitise, la haine, l'esprit de révolte, l'incessante fermentation de toutes les misères matérielles et morales s'entassent, s'agitent et se bousculent jusqu'à ce que le cadre ait éclaté.

Pour elle, les conditions de la vie et de la mort s'assimilent et se confondent. Elle ne peut vivre que moyennant un perpétuel *crescendo*, une opiniâtre surenchère, qui a ses jauges comme la fièvre, l'ivresse et le délire, et qui aboutit au suicide.

Egalement condamnée, soit qu'elle essaie de s'imposer des limites, soit qu'elle se débarrasse de tout frein, elle offre ce singulier spectacle: l'abstraction qui cesse d'être acceptable en devenant un fait, et d'un fait qui a besoin de se rejeter dans l'abstraction pour qu'on puisse le croire viable.

Le jour où elle pouit toutes ses conséquences, elle succombe à ses propres excès. Le jour où l'on s'en publie réagit contre ses fururs, lui applique une muselière et la force de se gouverner elle-même pour être un peu moins incapable de nous gouverner, elle n'est plus que son propre génome, la négation de son propre principe.

Adie sans corps ou corps sans âme, servie par ses anciens adversaires, maudite par ses amis, la veille, médiocrement aimée par ceux qui ne voient en elle qu'un pis-aller, une transition ou un *en-cas*; prodigieusement détestée par ceux qui l'accusent de trahison ou d'ingratitude, ce n'est plus une République; c'est seulement l'absence d'un roi; la prolongation ruineuse d'un mauséum d'un contre-sens qui choie tous les esprits droits, d'un régime bâtard et hybride qui ne satisfait personne, d'un provi-

soire dont la fragilité se communique à tout le reste, d'un accord éphémère entre les mots et les choses, entre le citoyen public, qui se sent trahi par les élections, et des formes extérieures qui se gaissent de mensonge.

De bonne foi, est-ce dans ce chaos d'idées et d'apparences contradictoires; dans ce mélange d'éléments rétractaires, dans ces stériles essais d'acclimatation d'une nation monarchique dans une république artificielle, sans horizon, sans tradition, sans avenir, qu'un grand peuple, brisé et abattu par d'effroyables désastres, peut se relever et renaitre? Est-ce à cet air vicié par le mensonge, la haine, la méfiance et le peur, que peuvent se cristalliser les blessures? Est-ce sous ce régime d'expédients, d'escamotages, de ruses et de contournements, que pourrait se ranimer l'agriculture, le commerce et l'industrie? Est-ce enfin à cette source troublée et salie par les débris de dix révolutions, que peut se retremper l'esprit de dévouement et de sacrifice, celui qui nous est le plus nécessaire pour élever notre courage au niveau de nos dangers et notre abnégation à la hauteur de notre détresse? Je ne suis borné aujourd'hui à expliquer les causes de ses défaillances, au moment où la France aurait eu besoin de lui contre des ennemis pires que les Prussiens. Que serait-ce si j'abordais enfin ces terribles cinq milliards devant lesquels je recule, comme recule devant le créancier inflexible le débiteur insolvable!

Vous figurez-vous nos grands propriétaires, nos grands industriels, se présentant chez leur percepteur et lui disant: « Voici cent mille francs que j'offre à la République pour faciliter l'évacuation du territoire; mais entendons nous! Ce n'est ni à la République de celui-ci, ni à la République de celui-là, ni à la République de tel autre, ni généralement à la République; d'aucun des Républiques de notre connaissance, mais à une République d'un nouveau style, forme nouvelle, que je forme comme un chène, doux comme un agneau, garanti bon teint, souple et stable, sûre de ses lendemains; favorable aux bons, impitoyable aux méchants, présidée par des octogénaires, ci-devant ministres de Louis-Philippe, aristement faite de petits morceaux mornachiques... — J'entends, répondrait le percepteur, une République d'Arlequin! »

Non, mille fois non, c'est impossible, et ce serait immoral. L'esprit français, Dieu merci! se brouille vite avec ces amages. Dans le bien comme dans le mal, il veut procéder par des moyens simples, voir où il va et marcher droit devant lui. Aujourd'hui, j'ai laissé devenir à quelle source pourrait se raviver l'esprit de dévouement. Dans un prochain article, je chercherai quelle signature peut nous faire trouver les CINQ MILLIARDS  
A. DE PONTMARTIN.

### ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 8 mai.

Présidence de M. GRÉVY.

Versailles, séance du 8 mai 1871.

Aujourd'hui, c'est la fin des séances de nuit, maintenant la pose du vitrail à ciel ouvert, destiné à remplacer le toit plat de Lebrun est achevé, et la lumière du jour succédant à celle des lustres et des lampes, pénètre dans la salle. A tous les points de vue, le succès de ce travail est complet.

Une certaine animation règne dans les groupes. On remarque que M. Thiers et Picard sont fort entourés.

La séance est ouverte à 3 h. 40.

Il est donné lecture du procès-verbal qui est adopté sans discussion.

Un représentant dépose une pétition relative aux contributions de guerre dans le département de la Moselle, et notamment dans l'arrondissement de Metz et de Briey. La parole est à M. Baze, questeur de l'Assemblée.

Je ne viens pas, dit-il, poser une interpellation au Gouvernement; ce serait supposer que je ne suis pas d'accord avec le Gouvernement. Je crois être d'accord avec lui et avec cette Assemblée, et il m'importe de donner une qualification à des faits que je vais porter à cette tribune.

Ma remarque répond aux préoccupations de l'Assemblée tout entière (Oui! Oui!) Il s'est formé sur plusieurs points du territoire une sorte de ligue dite Ligue républicaine des grandes villes de France, contre les droits de l'Assemblée. On va jusqu'à constater vos titres.

M. Baze signale le programme des candidats au conseil municipal de Bordeaux. Ce programme se résume dans cette doctrine: « La République est de droit supérieure à toute autre forme de gouvernement. Elle est proclamée, une pareille doctrine, sous une secte et non pas un parti. Et il est impossible que cette libre Assemblée ne s'élève pas contre une pareille doctrine qui ne serait pas autre chose que le retour au servage par en bas de la nation entière, envers la plus horrible des tyrannies... »

L'orateur rappelle que les députés de Bordeaux ont été élus en vertu de la loi électorale de 1870, et qu'ils ont prêté serment à la République. Il rappelle aussi que les députés de Bordeaux ont été élus en vertu de la loi électorale de 1870, et qu'ils ont prêté serment à la République. Il rappelle aussi que les députés de Bordeaux ont été élus en vertu de la loi électorale de 1870, et qu'ils ont prêté serment à la République.

Il rappelle aussi que les députés de Bordeaux ont été élus en vertu de la loi électorale de 1870, et qu'ils ont prêté serment à la République. Il rappelle aussi que les députés de Bordeaux ont été élus en vertu de la loi électorale de 1870, et qu'ils ont prêté serment à la République.

Il rappelle aussi que les députés de Bordeaux ont été élus en vertu de la loi électorale de 1870, et qu'ils ont prêté serment à la République. Il rappelle aussi que les députés de Bordeaux ont été élus en vertu de la loi électorale de 1870, et qu'ils ont prêté serment à la République.

Il rappelle aussi que les députés de Bordeaux ont été élus en vertu de la loi électorale de 1870, et qu'ils ont prêté serment à la République. Il rappelle aussi que les députés de Bordeaux ont été élus en vertu de la loi électorale de 1870, et qu'ils ont prêté serment à la République.

Il rappelle aussi que les députés de Bordeaux ont été élus en vertu de la loi électorale de 1870, et qu'ils ont prêté serment à la République. Il rappelle aussi que les députés de Bordeaux ont été élus en vertu de la loi électorale de 1870, et qu'ils ont prêté serment à la République.

Il rappelle aussi que les députés de Bordeaux ont été élus en vertu de la loi électorale de 1870, et qu'ils ont prêté serment à la République. Il rappelle aussi que les députés de Bordeaux ont été élus en vertu de la loi électorale de 1870, et qu'ils ont prêté serment à la République.